

Paris, le 3 juin 2010

## Memorandum

---

Objet : Consultation publique sur l'application de l'article 7 du règlement (CE)  
n° 1228/2003

---

Destinataire : Madame Cécile George, Directrice de l'Accès au réseau électrique,  
Commission de Régulation de l'Energie

---

### Coordonnées du contributeur

Société :	Alpiq Energie France		
Contact :	Jean-Philippe Rochon	Téléphone :	+ 33 1 53 43 84 20
Position :	Directeur Général	Fax:	+ 33 1 53 43 84 29
e-mail :	jean-philippe.rochon@alpiq.com		
Adresse :	15-19, rue Louis Le Grand – 75002 Paris (France)		

Madame la Directrice,

Alpiq accueille favorablement la consultation publique sur l'application de l'art. 7 du règlement (CE) n° 1228/2003.

Toutefois, Alpiq souhaite exprimer son avis sur les conditions de dérogation et les modalités d'accès au réseau public de transport d'électricité français de nouvelles interconnexions exemptées:

1. Concernant la **question 1** relative aux principes du traitement des demandes de dérogation, il serait souhaitable de préciser la procédure de concertation entre les régulateurs concernés par une ligne d'interconnexion.

En particulier, le considérant 7 du règlement (CE) n°1228/2003 précise que ce dernier s'applique aux interconnexions entre les états-membres mais également à tous les pays tiers faisant partie intégrante du réseau électrique européen. Dès lors que l'accroissement de l'efficacité du fonctionnement du marché intérieur peut résulter d'un projet de ligne d'interconnexion entre la France et la Suisse, une coordination entre les autorités de régulation de ces deux pays devra donc être mise en place.

De plus, il serait souhaitable que la procédure de demande tienne compte du fait que le domaine d'application de nouvelles interconnexions exemptées couvre également les projets prévoyant une augmentation significative de la capacité des interconnexions existantes, c'est-à-dire, les lignes d'interconnexion achevées avant l'entrée en vigueur du règlement (CE) n° 1228/2003 au 1er juillet 2004, conformément à l'article 7.3 dudit règlement.

2. Concernant la **question 2**, il nous semble important de clarifier sur quels éléments objectifs un investisseur privé peut s'appuyer pour connaître notamment les "*projets d'interconnexions régulées analogues*" et comment les gestionnaires de réseaux évaluent l'impact technique et économique sur le réseau. Cette information permettra un benchmark plus constructif et objectif des différentes solutions possibles.
3. Concernant la **question 7**, Alpiq a pris connaissance de la liste qui précise les documents à fournir dans le cadre d'une demande de dérogation. Cette liste appelle les commentaires suivants:
  - pièce "*ii) mesures préconisées pour éviter qu'un acteur dominant ne renforce son pouvoir de marché*" ne semble pas correspondre à l'article 7 du règlement (CE) n° 1228/2003, et notamment l'article 7 1. a).
  - pièce "*vi) une étude de l'impact des méthodes de gestion et d'attribution retenues sur la concentration des marchés interconnectés, comparé à des méthodes de gestion et d'attribution en vigueur sur les interconnexions régulées françaises (cf. paragraphe 2.1.5). Une attention particulière sera prêtée aux acteurs dominants*", ne semble pas s'inscrire dans le cadre de l'article 7 du règlement (CE) n° 1228/2003.D'ailleurs, il serait important de préciser la qualité du "cabinet indépendant" et sur quelle base d'information ou sur quel référentiel celui-ci s'appuiera.
4. Concernant la **question 8**, il est nécessaire de préciser dans quelle mesure la CRE peut revenir ex-post sur une dérogation accordée compte tenu d'une réévaluation d'une des conditions de dérogation énumérées dans l'article 7 du règlement (CE) n° 1228/2003. En effet, un projet privé ne peut pas supporter une incertitude à ce niveau.

L'évaluation de la condition "risque" de l'article 7 1. b) du règlement (CE) n° 1228/2003 est particulièrement sensible dans les situations où un projet d'interconnexion régulée analogue - notamment en termes de délais de réalisation, de capacité construite et de bénéfice économique net pour l'utilisateur (art. 2.1.2 de la consultation) - pourrait intervenir ultérieurement ou dans les situations où une interconnexion régulée existante serait réévaluée sur un de ces trois critères.



5. Concernant la **question 9**, les différentes options à l'issue de la période de dérogation doivent être suffisamment encadrées lors de l'attribution de la dérogation au travers des engagements fermes de la part des gestionnaires de réseaux. En effet, ces options font partie intégrante de l'évaluation économique de l'investisseur privé mais également du gestionnaire de réseaux et de l'autorité de régulation.
6. Concernant la **question 11** ainsi que la pièce vii) du dossier de demande de dérogation, il serait souhaitable d'identifier clairement les opérations nécessaires sur les réseaux électriques adjacents (renforcement de réseau électrique amont ou du poste) et l'impact sur le mode d'exploitation des réseaux électriques. Ces informations doivent être détaillées par les gestionnaires de réseaux au sein de la proposition technique et financière (PTF) afin de permettre à la CRE d'évaluer et comparer les externalités positives et négatives du projet (techniques, environnementales et économiques). Pour le projet privé, ces points constituent également les pré-requis du projet et nécessiteront un accompagnement administratif particulier (législation applicable d'urbanisme et d'environnement). Enfin, une coordination entre les acteurs, c'est-à-dire l'investisseur privé, les gestionnaires de réseaux de transport frontaliers ainsi que les deux autorités de régulation nationales doit être mise en place. Il sera sans doute souhaitable que cette coordination soit organisée par un des régulateurs concernés.


Par ailleurs, compte tenu de la complexité d'un projet de ligne d'interconnexion, le délai visé par la CRE concernant la mise à jour de la proposition technique et financière (1mois, article 2.1.3) semble trop ambitieux.

Une différenciation de traitement de la file d'attente et de la demande de raccordement s'impose par rapport à une demande de raccordement d'un producteur (injection) pour plusieurs raisons : les spécificités des nouvelles interconnexions exemptées justifient un traitement égal à celui des interconnexions régulées non seulement pour les modalités financières d'accès au réseau public de transport mais aussi par rapport au traitement de la demande de raccordement. Une ligne d'interconnexion peut présenter différents régimes de soutirage et d'injection permettant une optimisation des flux transférés. L'application de certaines parties du processus de raccordement applicable aux lignes électriques régulées semble appropriée et devra être proposée par les gestionnaires de réseaux.

Enfin, les procédures d'entrée et de sortie de file d'attente de lignes privées devront être étroitement surveillées par la CRE, s'agissant de projets privés qui sont potentiellement en "concurrence" avec les projets envisagés par le gestionnaire de réseaux lui-même. Enfin, s'agissant de données partiellement confidentielles, le régulateur devra encadrer l'échange d'information entre les gestionnaires de réseaux et l'investisseur du projet de la ligne d'interconnexion exemptée.

Je vous prie d'agréer, Madame la Directrice, à l'expression  
de mes meilleures salutations,

Alpiq Energie France SAS



Jean-Philippe Rochon  
Responsable Alpiq Marché Ouest